

# LE BILAN ARCHÉOLOGIQUE : LE POINT DE VUE DE LA CIRA (Commission interrégionale de la Recherche archéologique) DE L'INTERRÉGION CENTRE-NORD

Patrice ARCELIN \*, Didier BAYARD \*\*, Isabelle CATTEDDU \*\*\*, Jean-Pierre DAUGAS \*\*\*\*,  
Florence DELACAMPAGNE °, Jean-Paul DELOR °°, Nadine DIEUDONNÉ-GLAD °°, Vincent LHOMME °°°

## INTRODUCTION

Les promoteurs du *Bilan de la Recherche archéologique en Picardie* ont souhaité que la *Commission interrégionale de la Recherche archéologique Centre-Nord* apporte une contribution à cette réflexion. En dépit de la faible disponibilité de ses membres qui, excepté l'inspection générale, participent bénévolement à cette instance d'évaluation et en surcroît de leurs missions respectives, rappelons-le, elle a répondu favorablement. Cependant, le manque de temps pour préparer ce travail, le manque de recul de la plupart de ses membres nommés depuis trois ans, parfois moins, limitent forcément cette participation à des remarques générales qui n'ont pour principal objectif, et nous l'espérons, pour principal intérêt, que de replacer la recherche de cette région exemplaire à bien des égards, dans le cadre interrégional et national. C'est donc un certain point de vue qu'a voulu faire partager la Commission et, dans une certaine mesure, celui de ses différents membres. En effet, si les remarques générales qui sont émises ici, en introduction et en conclusion, sont issues des réflexions de l'ensemble de la Commission, les développements plus thématiques reflètent plutôt l'opinion de chacun de ses membres. Le plan qui est adopté pour cette contribution est celui retenu par le comité d'organisation, plan chronologique qui correspond approximativement, aux principales spécialités représentées dans la Commission. Seule différence : le lecteur ne trouvera pas le dernier thème, consacré à l'archéologie urbaine, qui est éclaté entre les époques romaine, médiévale et moderne. Les auteurs ont bénéficié de la lecture des différents bilans thématiques, ainsi que des rapports établis par la CIRA précédente (1999-2002).

\* arcelin@club-internet.fr

\*\* didier.bayard@culture.gouv.fr

\*\*\* catteddu.isabelle@inrap.fr

\*\*\*\* jeanpierre.daugas@culture.gouv.fr

° f.delacampagne@cg14.fr

°° jpaul.delor@wanadoo.fr

°°° nadine.dieudonne-glad@mshs.univ-poitiers.fr

°°°° vincent.lhomme@inrap.fr

Rappelons tout d'abord que les CIRA sont des commissions d'experts nommées pour quatre ans qui sont amenés à donner un avis *a priori* sur des demandes de fouille programmée et éventuellement des demandes de fouille préventive, et à évaluer *a posteriori* les rapports finaux d'opération. Elles sont composées de sept spécialistes issus des différentes composantes de l'archéologie nationale et d'un inspecteur général de l'architecture et du patrimoine (spécialité archéologie).

La Commission Centre-Nord, qui concerne les régions du Centre, d'Île-de-France, du Nord/Pas-de-Calais et de Picardie, se compose actuellement des personnes suivantes :

Experts	Spécialité	Rattachement institutionnel
Patrice ARCELIN	Protohistoire	CNRS
Didier BAYARD	Antiquité romaine et archéologie urbaine	DRAC de Picardie
Isabelle CATTEDDU	haut Moyen Âge	INRAP
Florence DELACAMPAGNE	Moyen Âge et archéologie urbaine	Collectivités (service dpt. d'archéo. du Calvados)
Jean-Paul DELOR	Néolithique, Protohistoire ancienne	bénévole
Nadine DIEUDONNÉ-GLAD	Antiquité romaine (expert extérieur)	Université de Poitiers
Vincent LHOMME	Préhistoire	INRAP
Jean-Pierre DAUGAS	inspecteur général en charge de l'interrégion	Ministère de la Culture et de la Communication (DAPA, IGAPAarchéologie)

Le mandat de la présente CIRA, qui a débuté en janvier 2003, correspond globalement à la mise en place de la loi de janvier 2001, période qui s'est accompagnée, dans un premier temps, d'un net repli de l'activité de l'archéologie préventive, qui constituait la grande masse des dossiers de Picardie soumis à la commission pour avis. Les membres de cette commission n'ont donc pas eu à instruire de dossiers relatifs aux grands travaux qui ont marqué profondément l'archéologie picarde des deux dernières décennies, à l'exception notable du

dossier de la plate-forme aéroportuaire de Méaulte. En dépit de cette conjoncture atypique, un certain nombre de caractéristiques de la recherche régionale, ressortent assez nettement.

La Picardie s'est signalée à plusieurs reprises depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par des avancées décisives pour la recherche archéologique nationale. Le débat autour de l'origine de l'Homme et la fondation de la Préhistoire dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle s'est déroulé principalement autour des carrières d'Abbeville et de Saint-Acheul, à Amiens, sites éponymes célèbres dans le Monde entier. Les discussions autour des cimetières mérovingiens et leur contribution à la question de l'implantation des Francs à l'intérieur de l'Empire romain se sont concentrées entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la veille de la première Guerre mondiale dans un triangle formé par la Picardie, le Hainaut belge et la Rhénanie-Palatinat.

Après un demi-siècle d'effacement, dû en partie au contrecoup des deux Guerres mondiales, la Picardie est revenue au premier plan avec plusieurs expériences pilotes qui ont marqué profondément l'archéologie nationale et constituent, encore aujourd'hui, la base de la recherche régionale. Depuis le début des années 1960, Roger Agache a survolé sans relâche les campagnes picardes et a photographié des milliers de sites protohistoriques et gallo-romains, faisant prendre conscience à la communauté scientifique, ainsi qu'au grand public, d'une densité insoupçonnée des peuplements antiques. La décennie suivante a vu démarrer le programme de sauvetage archéologique de la vallée de l'Aisne, à l'origine de l'introduction des fouilles en aire ouverte sur de grandes surfaces, en France. Les objectifs initiaux de ce programme, l'étude de la néolithisation, se sont trouvés rapidement élargis à l'ensemble de la Protohistoire, puis aux périodes historiques, ce qui a permis la diffusion de ce type d'approche ainsi qu'une évolution considérable de la notion de site. Cette expérience exemplaire s'est poursuivie au rythme des extractions de granulats jusqu'à nos jours. Elle a inspiré le démarrage d'une opération similaire dans la vallée de l'Oise.

La construction d'importants ouvrages d'infrastructure routière et ferroviaire dans les deux décennies 1980-1990 et 1990-2000 a suscité la mise en place d'une véritable politique archéologique préventive par le *Service régional de l'archéologie* qui a rapidement mobilisé l'essentiel des forces des archéologues picards. Deux des principales caractéristiques de la région, un investissement presque exclusif dans l'archéologie préventive au détriment de l'archéologie programmée et son corollaire, une professionnalisation précoce

des archéologues picards, trouvent leur origine dans ces années 1990-1995. L'investissement des paléolithiciens et mésolithiciens régionaux dans ce cadre préventif constitue certainement l'image la plus singulière et la plus symptomatique de ce phénomène; les résultats obtenus sur les gisements de plein air au cours des deux dernières décennies comptent d'ailleurs parmi les aspects les plus novateurs de la recherche préhistorique française et européenne.

Si la Picardie a occupé une place essentielle dans le développement de la recherche archéologique française en jouant, à plusieurs reprises, un rôle précurseur, cette image tend à s'estomper depuis quelques années en raison d'une évolution similaire et d'un incontestable rattrapage des régions voisines, notamment le Nord/Pas-de-Calais et l'Île-de-France, beaucoup plus densément peuplées. Il n'en reste pas moins que le bilan des recherches qui y ont été menées depuis trente ans mérite une attention particulière. Elle est à peu près la seule région pour laquelle on dispose d'un recul suffisant pour évaluer l'apport de ces travaux, la seule également qui offre une densité et une diversité des informations suffisantes à une évaluation du potentiel archéologique sur de vastes espaces, à l'échelle d'un bassin fluvial, par exemple. Enfin, ce bilan est susceptible d'éclairer les évolutions ultérieures d'autres Régions moins avancées dans cette évolution.

#### LA PRÉHISTOIRE ANCIENNE

Pour les périodes paléolithique et mésolithique, faire le bilan de la recherche en Picardie revient également à tirer des enseignements de ce que l'on pourrait appeler « l'expérience picarde ». En effet, par rapport aux autres régions de la moitié nord de la France, l'archéologie paléolithique est exceptionnellement développée en Picardie et ce, en raison de facteurs qui ne sont pas uniquement d'ordre historique, même s'ils ont leur importance; rappelons que la Préhistoire est née dans la vallée de la Somme au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (BOUCHER DE PERTHES).

Les deux facteurs principaux qui ont présidé à « l'expérience picarde » sont, d'une part, la nature morpho-pédo-sédimentaire de la région, qui a favorisé la conservation des gisements dans des séquences stratigraphiques dilatées et par là même permis des approches chrono-stratigraphiques précises et, d'autre part, le nombre important de grands travaux d'infrastructure qui depuis une quinzaine d'années ont autorisé la mise au jour et le sauvetage de nombreux sites paléolithiques et mésolithiques par des équipes d'archéologues très dynamiques.

#### ÉTAT DES LIEUX

Sans angélisme aucun, il est évident qu'une « harmonie » supra-institutionnelle (entre le *Service régional de l'archéologie*, les équipes du CNRS et de l'Université de Picardie, ou départementales, et celles de l'AFAN/INRAP) a permis de favoriser les approches archéologiques sur les gisements anciens. Cet équilibre des différents intervenants se perçoit très bien à travers les différentes subdivisions chronologiques. Si la recherche en Paléolithique inférieur procède exclusivement d'opérations d'archéologie programmée (mis à part Gentelles et "La Ferme de l'Épinette" à Cagny), l'archéologie préventive a été le moteur des travaux sur presque la totalité des gisements du Paléolithique moyen ces quinze dernières années. La situation est plus médiane pour le Paléolithique supérieur, qui est essentiellement représenté dans sa phase finale, où cadres programmé et préventif ont été utilisés de manière complémentaire, notamment pour l'exploitation des gisements les plus importants. La recherche en Mésolithique, quant à elle, résulte majoritairement de l'archéologie préventive.

#### Avancées méthodologiques

Des méthodologies adaptées à la recherche de sites et de séquences enfouies ont été initiées à la fin des années 1980 dans le cadre de l'autoroute A5 (Melun-Troyes) et élaborées durant les années 1990 sur le sol picard qui a réellement été le laboratoire de ce type d'approche. Ces avancées méthodologiques sont la conséquence d'une organisation rigoureuse de la démarche scientifique, dans laquelle l'établissement d'un cadre chrono-stratigraphique doit aller de pair avec les investigations purement archéologiques. Cette démarche « constructrice » est à mettre au crédit de l'équipe de l'UMR 8018 sous la direction d'Alain Tuffreau. Contrairement à de nombreuses autres Régions, en Picardie pour la période paléolithique, le passage d'une archéologie essentiellement programmée à une archéologie très majoritairement préventive s'est produit graduellement sans aucun traumatisme pour la recherche.

#### Les acquis

Le cadre chrono-stratigraphique et morpho-pédo-sédimentaire constitue non seulement un formidable outil de recherche pour les paléolithiciens mais également un outil de *conservation* dont le potentiel prédictif n'a pas été ignoré par le *Service régional de l'archéologie*. Le cadre chrono-stratigraphique mis en place à partir des séquences picardes (travaux de Pierre Antoine) est totalement exceptionnel. Par sa précision, il a, par exemple, permis de renouveler totalement nos connaissances sur les industries lithiques du Weichsélien ancien et

donc sur les sociétés paléolithiques de l'Europe du Nord-Ouest entre 100 et 70 Ka (cf. thèse de Jean-Luc LOCHT).

#### Un constat

Si quelques opérations de fouilles programmées sur des sites majeurs (Cagny, Caours, Saleux) continuent à livrer de remarquables résultats, pour l'archéologie préventive, la dynamique de recherche mise en place dans les années 1990 semble, actuellement, s'essouffler alors même que la quantité de sites et de séquences stratigraphiques découverte chaque année lors des diagnostics reste la même. Cette tendance, qui est due à une usure logique de la chaîne opératoire de recherche sous l'effet à la fois du non-accroissement du nombre des chercheurs et de l'engorgement du système, est inquiétant car ce n'est qu'à partir de maintenant que nous pouvons récolter les fruits des lourds investissements des décennies passées. Aussi, bien que des travaux tout à fait remarquables et déterminants pour la Préhistoire européenne aient été réalisés sur le Paléolithique et le Mésolithique en Picardie, leur aboutissement n'a pas encore fait sentir ses effets sur le terrain. On retiendra ainsi le fait que, durant les journées de réflexion d'Amiens (mars 2005), les chercheurs picards ont, eux-mêmes, avancé l'idée que les moyens humains et scientifiques nécessaires à la fouille, l'enregistrement et l'étude des sites paléolithiques stratifiés, riches en industries et en faunes, ne sont plus – au moins momentanément – à la portée des diverses institutions et que, dès lors, il convenait de s'orienter vers une stratégie de conservation au sein de réserves archéologiques. En l'état actuel, en particulier dans le domaine préventif, et notamment pour le Paléolithique moyen et le Mésolithique, on peut donc se demander quel sens peut avoir l'accumulation de données (si précieuses soient-elles), si elles ne peuvent être intégrées et assimilées dans le processus de la recherche. Les relais indispensables sont en effet localement insuffisants (université, UMR...) et, de surcroît, une relative incertitude plane sur le devenir de certains d'entre eux.

Pour le Paléolithique, la Picardie apparaît donc en avance par rapport aux autres Régions où des processus similaires sont en cours, mais sont moins aboutis. Le problème est donc simple: comment résorber le retard des études et compléter le formidable cadre chrono-stratigraphique et culturel mis en place? Comment mettre en adéquation les apports réguliers de nouveaux sites avec les exigences d'une recherche de haut niveau qui nécessite du temps d'analyse et de publication au-delà de ce que peut permettre actuellement l'archéologie préventive? La reconstitution d'un potentiel propre à résorber les retards de

publications et, si nécessaire, à reformuler les problématiques des études relève à n'en pas douter, d'une approche interinstitutionnelle dont la matière de réflexion devrait, sans doute, être préalablement réunie dans le cadre d'un PCR ou d'un GDR spécialement constitué.

## LE NÉOLITHIQUE ET LES DÉBUTS DE LA PROTOHISTOIRE

Les forces du potentiel archéologique néolithique de la Picardie ont été mises en évidence à partir des années 1970, fournissant à toutes les équipes du Bassin parisien, institutionnelles ou non, la méthodologie, les références et les repères qui leur permirent de progresser rapidement et de rattraper une partie du retard pris à l'échelon européen. Le programme exemplaire de la vallée de l'Aisne, initié par l'ex URA 12 (du CRA-CNRS et de l'université de Paris I) et le Ministère de la Culture, ne doit pas masquer l'apport d'autres expériences qui se sont épanouies dans la région, les recherches sur les sépultures collectives, impulsées par Claude Masset et Jean Leclercq, les fouilles de la région de Compiègne menées sur des habitats du Néolithique moyen ou final (Jonquières, par exemple) ou de la fin de l'âge du Bronze/début de l'âge du Fer, à la confluence de l'Aisne et de l'Oise (Choisy-au-Bac; fouilles Jean-Claude Blanchet). De fait, l'ensemble de ces recherches a entraîné une dynamique de progrès relativement équilibrée de développement des connaissances sur les différentes périodes du Néolithique. Autre caractéristique de ces années fécondes, la Picardie a autant brillé du fait des chercheurs extérieurs attirés par cette dynamique que par celui des archéologues régionaux. Ce recrutement très large explique certainement pourquoi les néolithiciens ou protohistoriens travaillant dans cette région ne se sont pas restreints au simple cadre régional et ont toujours pris en compte l'entité du « Bassin parisien » comme champ d'investigation.

### L'état de la recherche régionale aujourd'hui

L'image que renvoie aujourd'hui la recherche régionale sur le Néolithique ou les débuts de la Protohistoire, évoque une histoire aboutie, ainsi que l'expriment les auteurs du rapport sur *La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie*. C'est, effectivement, ce que ressent un observateur étranger à la Région. Après ces vingt ou trente années d'effervescence, les acquis régionaux ont été clairement exprimés et revisités. La faiblesse du renouvellement des chercheurs institutionnels, lié au manque de postes, risque de provoquer un essoufflement de la recherche régionale. Par ailleurs, si les « prises de date », « études partielles » ou « provisoires » ont été nombreuses, la publication des travaux les plus importants se fait attendre

(exemple de Cuiry-les-Chaudardes, Berry-au-Bac, Jonquières, Boury-en-Vexin, etc.).

En 2000, Didier Binder, membre de la CIRA précédente, relevait le fait que toutes les opérations programmées de la Région (et de l'interrégion, d'ailleurs!) étaient concentrées sur le seul programme 12; fort modestement, d'ailleurs, puisqu'en 2003, une seule opération picarde intéressa le Néolithique, les programmes 11 et 13 échappant totalement à la programmation régionale. En 2005, année relativement favorable, six dossiers intéressant le Néolithique en Région Picardie ont été soumis à la CIRA pour avis: trois opérations programmées (PCR géoarchéologie du silex, la sépulture collective de Bury et l'enceinte à entrées multiples de Crécy-sur-Cerre) et trois fouilles préventives (Beaurieux/Cuiry-les-Chaudardes, Méaulte et Ressons-sur-Matz). Il est à noter qu'un dossier d'opération programmée s'interrompt en 2006 et que le deuxième est partagé avec la Région Nord/Pas-de-Calais.

D'une manière générale, l'archéologie préventive a, comme souvent ailleurs, considérablement réduit le nombre d'opérations programmées. L'intégration des recherches sur le Néolithique et les débuts de la Protohistoire dans l'archéologie préventive telle qu'elle est mise en œuvre depuis 2002 se heurte à des difficultés diverses:

- d'ordre méthodologique: les auteurs rappellent que les grands décapages menés ici et là dans le Bassin parisien et notamment en Picardie, ont fourni une riche moisson de sites permettant de faire progresser la recherche de façon très significative. Les principes techniques mis en œuvre par l'INRAP à la faveur du nouveau cadre juridique de l'archéologie préventive excluent les grands décapages, et sont en contradiction avec la méthodologie appliquée depuis des années dans les vallées de la Seine, de l'Aisne et de l'Oise, méthodologie qui a fait ses preuves pour la reconnaissance des terroirs préhistoriques.

Cette contradiction a été signalée à plusieurs reprises tant par les chercheurs que par la CIRA: les tranchées, mêmes lorsqu'elles sont agrandies à la taille de fenêtres étriquées, ne sont pas utilisables pour une véritable évaluation des occupations du Néolithique et de la Protohistoire ancienne. Il ne s'agit pas d'une spécificité picarde! Ces difficultés méthodologiques devraient faire l'objet d'une étude sérieuse, que ce soit par l'INRAP ou sa tutelle. Il en va de la crédibilité scientifique de l'opérateur.

- d'ordre adaptatif pour un personnel plutôt spécialisé dans les périodes anciennes du Néolithique face à une multiplication de sites de la seconde partie de la période. Face aux à-coups conjoncturels liés à la succession des grands travaux, il a parfois fallu faire venir de nouveaux

chercheurs pour fouiller des ensembles importants (l'habitat chalcolithique de Bettencourt-Saint-Ouen, par exemple), alors que certains autres doivent s'expatrier ailleurs dans le Bassin parisien pour trouver matière et dynamisme propices à la poursuite de leurs recherches (la bibliographie a été arrêtée en 2003!).

Il faut souhaiter que les chercheurs régionaux ou interrégionaux continuent à surmonter ces difficultés. Le regroupement autour de l'ACR (action collective de recherche) dirigée par Michael Ilett montre qu'il est encore possible de dépasser les routines qui ont tendance à se mettre en place autour d'un projet scientifique, et ouvrent sur des perspectives scientifiques nouvelles.

La fouille de Bury, adossée au PCR sur le III<sup>e</sup> millénaire, montre que le potentiel de la Région continue d'attirer des chercheurs de haut niveau. Enfin, la gestion scientifique des équipes archéologiques est une réalité qui devrait aussi s'imposer aux opérateurs et aux ministères de tutelle lors de la mise en œuvre des politiques de recrutement et d'affectation, au-delà des seuls considérants de rentabilité opérationnelle à court terme.

## LA PROTOHISTOIRE

### Les fondamentaux

La Picardie a connu depuis vingt-cinq ou trente ans un développement particulièrement important de la recherche archéologique portant sur les périodes protohistoriques. Cette dynamique satisfaisante apparaît pourtant déséquilibrée dans son éventail chronologique comme dans ses méthodes d'approches du terrain. De ce point de vue, la Picardie offre un véritable contrepoint aux régions méditerranéennes avec des orientations très spécifiques que l'on peut résumer ainsi:

- une activité archéologique concentrée dans le domaine préventif, contrastant avec de rares fouilles programmées;
- des résultats scientifiques très importants dans deux domaines principaux: les occupations rurales du second âge du Fer, plus précisément celles concernant La Tène moyenne et finale et les sanctuaires de même époque;
- une connaissance réduite des périodes plus anciennes (premier âge du Fer) et, à un moindre degré, de La Tène ancienne;
- enfin, une connaissance très incomplète des habitats groupés et fortifiés, malgré quelques fouilles majeures.

Comme pour le Néolithique, le programme de la vallée de l'Aisne a joué un rôle moteur dans l'apparition et le développement d'une archéologie de La Tène. Consacré initialement à la néolithisation,

il s'est assez rapidement élargi aux nombreuses occupations protohistoriques rencontrées dans les carrières de la vallée, y compris aux deux grands *oppida* de Villeneuve-Saint-Germain et Condé-sur-Suippe/Variscourt, menacés par l'urbanisation, dans le premier cas, et l'extension d'une sucrerie, dans le second. Les fouilles de sauvetage alors menées sur ces deux *oppida* par différents acteurs (bénévoles, SRA, URA 12/AFAN) comptent parmi les plus importantes réalisées sur des ensembles fortifiés, comparables à ceux du Mont-Beuvray, en France, ou de Manching, en Allemagne. Dans une perspective d'étude diachronique de l'ensemble de ce territoire, l'équipe de l'URA 12 a effectué, dans un cadre programmé, des interventions complémentaires sur des fortifications protohistoriques de plus petite taille, riveraines de la vallée, et sur l'*oppidum* de Pommiers, identifié au *Noviodunum* de César.

Les archéologues, principalement bénévoles du CRAVO, dans la région de Compiègne, se sont inspirés de cette expérience pour mettre en place un programme similaire. Ces deux actions de recherche se sont poursuivies suffisamment dans le temps pour assurer la formation d'excellents spécialistes de La Tène, comme en témoignent plusieurs thèses remarquables. Ultérieurement, en 1989, la mise en place d'une archéologie préventive systématique sur les grands tracés a contribué à réunir une masse d'informations dont l'exploitation scientifique est loin d'être terminée. Des dizaines d'établissements agropastoraux ont été fouillés sur de vastes surfaces (souvent plus d'un hectare, jusqu'à 4 ou 5), venant confirmer dans leurs grandes lignes les conclusions de Roger Agache. Le colloque de l'association AGER tenu à Amiens en 1993 et consacré à la transition de la « ferme indigène » à la *villa* romaine, a montré la validité du modèle de ce type d'établissement laténien tel que ce chercheur l'avait défini en spécifiant ses caractères et ses limites. Les bilans présentés ont confirmé, s'il le fallait, l'extrême densité des campagnes gauloises de la Picardie, et mis en évidence la richesse des données collectées en une quinzaine d'années. Le principal intérêt des fouilles sur les grands tracés est d'avoir élargi aux plateaux le tableau qui avait pu être dressé sur deux tronçons des vallées voisines de l'Aisne et de l'Oise. Il est heureux d'ailleurs qu'un des spécialistes issus des programmes « vallées » soit associé à l'ACR (action collective de recherche) consacrée aux fouilles réalisées sur les grands tracés linéaires en Picardie (dir. Didier Bayard) qui a pour objectif, entre autres, de rassembler et de consolider ces données comme d'en évaluer la portée.

Le second point fort de la région qui concerne les lieux culturels résulte, à l'inverse, de l'activité des fouilles programmées, en particulier sous l'impulsion de Jean-Louis Brunaux. La fouille

exemplaire du petit sanctuaire de Gournay-sur-Aronde, entre 1975 et 1980, a révélé un potentiel insoupçonné, grâce à l'application de techniques rigoureuses, et a relancé l'intérêt pour les recherches sur les sanctuaires celtiques jusqu'au-delà de nos frontières. Cette expérience a montré qu'il était possible de mener à son terme l'exploration d'un ensemble aussi riche et complexe, jusqu'à la publication (échelonnée entre 1985 et 1994) et au traitement du mobilier métallique, si abondant soit-il. La découverte et la fouille, partielle le plus souvent, d'autres sanctuaires comparables ont montré que Gournay n'était pas isolé, qu'il ne constituait qu'un élément bien documenté d'un ensemble culturel cohérent, propre au *Belgium*, manifestation qu'il était possible de relier à beaucoup d'autres expressions culturelles du monde celtique (cf. *Gallia* 2003). Il est heureux que la découverte et la fouille de l'extraordinaire « trophée » gaulois de Ribemont-sur-Ancre soient intervenues, à partir de 1982, au terme de presque une décennie d'affinement de la réflexion et des méthodes. La fouille programmée qui s'est poursuivie depuis cette date a été interrompue en 2002 afin de préparer la publication d'ensemble du sanctuaire.

La Picardie semble disposer *a priori* d'un potentiel nettement plus discret pour les périodes plus anciennes, comme l'âge du Bronze et le premier âge du Fer. Ne se dégagent de la masse des petits établissements agro-pastoraux aux vestiges mutilés et dispersés, mis au jour au hasard des travaux, qu'une demi-douzaine d'ensembles un peu plus structurés, ainsi que le site stratifié exceptionnel de "La Confluence" de Choisy-au-Bac. Mais cette impression tient, peut-être, à une méconnaissance et il est assez évident que des efforts devraient être faits pour améliorer notre évaluation du potentiel réel de la région. La période de La Tène ancienne occupe une situation intermédiaire. Près de la moitié de la Picardie se situe dans l'orbite marnienne, dont il n'est pas nécessaire de rappeler l'importance. Les travaux de Jean-Paul Demoule ont permis de faire un premier point sur la chronologie. Le reste de la région, au nord-ouest du cours de l'Oise occupe une place intéressante, à l'extérieur et au contact de la culture Aisne-Marne, et mériterait d'être étudiée dans cette perspective.

#### L'état de la recherche régionale aujourd'hui

Au travers des dossiers transmis à la CIRA Centre-Nord durant ces trois dernières années, l'analyse des opérations touchant à l'âge du Fer picard permet de dresser un tableau actualisé de l'évolution des tendances de la recherche archéologique régionale, d'en souligner les potentialités scientifiques comme les lacunes d'ordre

méthodologique émergentes, et d'identifier les impasses culturelles qui se manifestent.

Le premier constat établi sur une base documentaire d'environ 60 sites picards à composante essentiellement protohistorique, montre que les opérations réalisées durant ce laps de temps sont en totalité de nature préventive (on laisse, bien entendu, de côté ACR et sites momentanément inactifs pour cause de publication). Ce constat d'une absence d'opérations de fouilles programmées met la Picardie à égalité avec la région Nord/Pas-de-Calais, toutes deux bien silencieuses de ce point de vue en regard du Centre et de l'Île-de-France, un peu mieux pourvues. Cette spécificité extrême qui place la Picardie en opposition complète avec d'autres Régions françaises, comme celles du Sud-Est, par exemple, où la situation actuelle, se trouve pratiquement inversée, est, à terme, dangereuse pour la dynamique régionale malgré le volume global des opérations traitées et leur intérêt archéologique immédiat. L'expérience de ce dernier quart de siècle montre que la recherche de programmation, qu'elle soit ponctuelle ou organisée collectivement et à plus grande échelle, est une source de conceptualisation méthodologique et d'innovations dans la critique qualitative des acquis. Malgré la qualité archéologique soulignée pour une bonne partie des opérations de diagnostic et de fouilles préventives, la tendance actuelle de la pratique du terrain aboutit, de fait, à l'occultation d'une étape essentielle et indispensable dans l'élaboration des méthodes qui ont été à la base de la dynamique constatée antérieurement dans notre discipline. Si la recherche préventive comporte d'excellents chercheurs et donne lieu à des rapports parfois remarquables, sources de publications récentes et, on l'espère, d'autres à venir, on n'en est pas moins perplexe sur les conséquences scientifiques à moyen ou plus long terme d'un rythme de recherche avant tout fondé sur l'urgence opérationnelle aux dépens des temps de réflexion, de documentation, de comparaison ou de critique constructive qu'offre la démarche programmée. La réinsertion de cette composante est donc primordiale, nous le savons, mais dépend-elle des chercheurs de terrain qui, en toute logique, se rattachent presque tous à l'INRAP? certainement pas! Et le phénomène est d'autant plus inquiétant que les demandes d'aide à la préparation d'une publication restent aussi limitées en Picardie (une seule en trois années!) que dans les autres composantes de l'interrégion.

L'état de conservation des vestiges et donc leur lisibilité pourraient expliquer le maintien récent des inégalités constatées antérieurement dans la répartition chronologique des sites explorés. Si l'interrégion Centre-Nord, sur 200 occurrences

analysées, offre globalement un relatif équilibre de répartition entre les deux âges du Fer, avec seulement une légère prépondérance pour le second, la Région Picardie s'individualise fortement avec le rassemblement de près des trois-quarts des sites sur cette seule période et plus spécifiquement sur celle de La Tène moyenne et récente (C2/D1). À l'exception des structures rurales de La Tène ancienne, de plus en plus individualisées, celles du Bronze final et du premier âge du Fer demeurent toujours trop discrètes. Les rapporteurs du groupe de travail préparatoire au bilan ont avancé l'idée que les décapages trop restreints ouverts sur les sites de cette phase ancienne permettent rarement une véritable vision spatiale de l'organisation des vestiges. Par suite, les fouilles trop peu nombreuses ne permettraient pas d'accéder au niveau de l'organisation territoriale.

Malgré la nature variée des opérations de terrain, du lotissement pavillonnaire de Chambly ("La Croix où l'on Prêche", Oise) à l'intervention sur 63 ha de la déviation de Beauvais (RN 31, Oise) ou sur les 119 ha de l'aérodrome de Méaulte (Somme), en passant par les carrières de granulats des vallées de l'Aisne et de l'Oise, ce sont essentiellement des structures liées au milieu de l'exploitation agricole qui sont reconnues (parcellaires, enclos de ferme, éléments de leurs aménagements internes liés à la vie domestique et au stockage, bien plus rarement au petit artisanat du quotidien). Dans l'ensemble des informations partielles ou sectorielles, plus ou moins aisément interprétables, on relèvera pourtant des exemples remarquables par leur ampleur à l'image de ceux d'Ourcel-Maison datés de La Tène finale (ZAC de "La Belle Assise", dans l'Oise) ou d'Amiens-Poulainville (sur 13 ha), et surtout ceux de la ferme, du parcellaire et de la nécropole familiale de Glisy "Le Bois Planté", dans la Somme, ensemble dont la fouille doit se poursuivre et qui est daté de La Tène C1. Outre les remarquables aménagements en bois attribués à La Tène C2/D1 des bords de berges de Brissay-Choigny (dans la vallée de l'Oise), plusieurs des établissements ruraux, assez complexes et parfois étalés dans le temps, comportent des informations complémentaires dans le domaine funéraire. Ainsi des vestiges isolés ou de petits regroupements de proximité paraissent constituer des nécropoles familiales, voire de hameaux. Outre les exemples précédents de Glisy et d'Amiens-Poulainville, on citera le cas du petit cimetière de Pont-de-Metz ("Nouvel Hôpital", Somme), attribué à La Tène moyenne. Enfin, parmi les enclos ruraux clairement constitués, celui bien conservé du "Bois de la Forge" à Ronchères (Aisne, LGV Est) dénote dans sa structuration, ses aménagements internes et ses composantes, une très probable résidence de type aristocratique établie lors de La Tène C2/D2.

Si l'ensemble des informations contenues dans les dossiers examinés par la CIRA depuis trois ans est fort intéressant et parfois même exceptionnel par ses apports à la connaissance de la structuration spatiale, de la complexité et de la hiérarchie du monde rural picard au cours du second âge du Fer, on regrettera, comme par le passé, l'abandon de fait des recherches sur les autres composantes contemporaines et, en particulier, de celles liées aux habitats groupés, à leur environnement et à leur mode de liaison, mais aussi aux aménagements de nature artisanale et aux autres à vocation culturelle. Bien sûr, le caractère préventif des interventions en aires largement ouvertes constitue certainement une cause déterminante dans cette sélection constatée comme dans la nature et la chronologie des découvertes. Les vestiges plus fragiles et donc plus fugaces du premier âge du Fer pourraient-ils être mieux caractérisés et, en conséquence, fouillés dans des conditions de diagnostic plus favorables? Le relevé de pratiques culturelles, hors de grands sanctuaires bien identifiés, en relation par exemple avec un établissement agricole, deviendrait sans doute une réalité si le temps consacré à l'opération de fouille des fossés limitrophes était majoré et accompagné d'une véritable problématique posée plus systématiquement. Globalement et à d'heureuses exceptions près, la généralisation des recherches conduites dans l'urgence cantonne bien souvent les intervenants à ne découvrir que ce que l'on ne connaît déjà que trop bien par ailleurs et cela devient, à terme, très pénalisant pour la quête de la diversité des faciès culturels picards de l'âge du Fer.

#### L'ÉPOQUE ROMAINE

##### Un bilan impressionnant, à discuter

Dans l'Antiquité, la Picardie était composée, pour l'essentiel, de cinq cités assez obscures, qui ne se sont pas distinguées par la richesse des témoignages littéraires ou épigraphiques, et n'ont laissé subsister que de rares monuments en élévation. Bref, les fondamentaux régionaux n'étaient pas particulièrement favorables au développement d'une archéologie de l'Antiquité. Et pourtant, il n'est pas nécessaire aujourd'hui de préciser que cette région était densément habitée dans l'Antiquité. Les très nombreuses photos aériennes de *villae* romaines prises par Roger Agache et diffusées internationalement en témoignent suffisamment. Cette large communication auprès du grand public reflète aussi un formidable acquis scientifique. Il suffit de se référer aux rares publications parues dans des revues ou des collections des années 1950 ou du début des années 1960, comme *OGAM/Celticum*, de lire des synthèses de cette époque, pour mesurer le chemin parcouru en

deux décennies, principalement entre les années 1960 et 1980. De fait, depuis la publication de *l'Atlas d'archéologie aérienne* en 1975 et celui de *la Somme pré-romaine et romaine* en 1978, toutes les études portant sur le Nord de la France se réfèrent explicitement ou implicitement aux modèles de la ferme indigène aux enclos fossoyés, et de la *villa* axiale gallo-romaine, proposés par l'auteur, et aux cartes qui les accompagnent. Les colloques et autres confrontations avec des chercheurs extérieurs à la Picardie mettent régulièrement en évidence la place singulière qu'occupe la Picardie à cet égard. Le chapitre « Les campagnes romaines » du *Bilan archéologique de la Picardie* confirme cette densité de l'occupation antique par des chiffres impressionnants : 5850 sites ou indices de sites d'époque romaine ont été répertoriés dans la région, dont 2340 pour le seul département de la Somme. Une part appréciable de ces sites peut être identifiée de manière assurée à un type d'habitat bien caractérisé, la *villa*, grâce à la restitution du plan des bâtiments aux fondations en craie tassée, visibles d'avion. Huit cent soixante *villae* ont été identifiées dans le département de la Somme, soit, en moyenne, une par commune ! Ces chiffres ne correspondent d'ailleurs pas au nombre réel des *villae* qui ont existé – certains indices montrent qu'il faudrait les multiplier par deux ou trois, voire par quatre dans certains secteurs – mais indiquent qu'il est aujourd'hui possible d'évaluer la représentativité de l'échantillon disponible, qui, rappelons-le, se place à l'échelle d'un département.

Ce modèle d'occupation des campagnes antiques a suscité de nombreuses interrogations sans que la discussion ne puisse réellement s'engager faute de bases plus solides. Il a fallu attendre les années 1990 pour que l'on soit en mesure d'en vérifier la réalité, grâce à la multiplication des fouilles préventives, effectuées principalement dans le cadre des grands travaux d'infrastructure de transport. En une dizaine d'années, de très nombreuses opérations archéologiques ont porté sur des établissements antiques. Elles sont restées le plus souvent extrêmement limitées (de simples sondages ou de modestes fouilles dites « d'évaluation » dans plus de 95 % des cas, selon les auteurs des « campagnes romaines », dans ce bilan). Cependant, les moyens financiers réunis dans le cadre des grands travaux ont permis de fouiller sur de grandes surfaces (souvent plus de 1 ha) plusieurs dizaines de sites (le chiffre peut varier suivant les critères utilisés entre 50 et plus de 100). La documentation amassée au cours de la décennie 1990-2000 est, pour sa plus grande part, restée inédite, mais plusieurs aspects tels que la romanisation (colloque *AGER* d'Amiens en 1993, publié en 1996) ont fait l'objet de mises au point qui relativisent, corrigent, mais intègrent finalement dans ses grandes lignes les modèles de Roger Agache. Il serait prématuré d'interrompre la

discussion sur la validité et la portée de ce socle commun avant la mise en ordre et la mise en perspective de cette abondante documentation. Il est à noter qu'une *Action Collective de Recherche* est consacrée en grande partie à cette mise en ordre (« Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie »).

On a parfois reproché aux archéologues de l'Antiquité d'avoir, ces dernières années, enchaîné en aveugle les opérations d'archéologie préventive, spécialement dans le cadre des grands travaux, et ce, par pur opportunisme financier, sans obtenir de résultats déterminants. En effet, la question de savoir si la fouille d'une *villa* supplémentaire ou plutôt d'une partie de *villa* est susceptible d'apporter des éléments originaux au dossier est légitime, et cette question se pose régulièrement aux rapporteurs de *CIRA*, spécialement dans le Centre-Nord qui concentre 30 à 40 % de l'archéologie préventive française (chaque année, plus de 50 demandes de fouille préventive concernent l'Antiquité). L'exemple de la Picardie est intéressant à cet égard. On peut faire effectivement le constat que les quinze dernières années ont été entièrement consacrées, dans cette région, à la collecte de données de base, dans le seul cadre préventif, plus ou moins aléatoire, sans distinction de critères relatifs à l'état de conservation, au statut ou à la fonction du site. On peut se poser la question du caractère scientifique d'une telle approche, ou même de son efficacité. Le caractère redondant et limité d'une grande partie des informations recueillies sur ces chantiers n'échappe à personne. Il est dû, en grande partie, à l'état de conservation médiocre des sites et, dans une moindre mesure, à des carences de la fouille ou des problématiques mises en œuvre. Combien de sites offrent des niveaux d'occupation susceptibles de livrer des témoignages des activités des différents bâtiments ou secteurs, ou même de l'ensemble du site ? Les éléments de datation recueillis sont souvent si peu nombreux qu'ils ne permettent pas de préciser les phases d'occupation au-delà de bornes trop convenues. Le reste du mobilier, principalement métallique, ou les restes osseux, sont rarement assez abondants pour espérer des conclusions originales. À l'encontre de ces interrogations légitimes, répétons-le, il convient d'opposer le fait qu'il n'y avait guère d'alternatives à cette démarche, que les perspectives actuelles n'en offrent pas plus et, enfin, qu'on ne peut lui dénier une certaine cohérence scientifique.

Premier point, au-delà de l'image flatteuse que nous renvoyait la photographie aérienne, l'état des connaissances réelles sur les campagnes romaines était dans les années 1980 pratiquement égal à néant et nécessitait la constitution de bases de données de fouilles dans tous les domaines, ne serait-ce que pour apprendre à interpréter correcte-

ment ces photographies aériennes. La constitution d'un corpus fiable et représentatif exige une base statistique minimale et doit conduire à accepter la présence de doublons. La qualité et la précision de la documentation amassée par Agache obligeaient, en outre, à établir des bases de données suffisamment larges pour tester la validité des différents types déterminés. Une approche statistique du corpus disponible aujourd'hui montrerait vraisemblablement des situations contrastées suivant les questions prises en compte (spécialement pour l'Antiquité tardive qui est encore mal représentée).

Pour ce qui est de l'état de conservation médiocre de la plupart des sites fouillés ces dernières années, il faut considérer que c'est paradoxalement le mauvais état de conservation de la plupart des sites picards qui a permis de les fouiller de manière extensive dans le cadre des moyens existants, de les caractériser, et d'accumuler si rapidement une base de données utilisable. Nul doute que des sites stratifiés auraient mis les archéologues dans l'obligation de « faire des choix » discutables, faute de pouvoir les fouiller dans leur intégralité. Serions-nous plus avancés aujourd'hui ?

Existait-il une alternative à cette démarche d'accumulation, et s'en trouve-t-il une pour les années qui viennent ? On peut en douter. L'idéal serait de compléter cet échantillonnage, qui peut paraître aujourd'hui dans certains domaines, numériquement satisfaisant, par des investigations plus attentives sur des sites présentant au moins des restes de stratigraphie et, si possible, des caractères susceptibles de faire avancer la réflexion ou nos connaissances. Le cadre évident pour mener ce genre de recherches est la fouille programmée. Le constat sans appel de leur quasi-disparition pour la période antique, dans les régions du Nord/Pas-de-Calais et de Picardie, légitime malheureusement, *a posteriori*, la seule approche préventive (1). D'autre part, l'évolution récente de l'archéologie préventive réduit fortement les possibilités de choix scientifiques. La disparition de fait de l'étape de « l'évaluation », étape qui était généralement mise en œuvre en Picardie entre le diagnostic et la fouille avant la loi de 2001, oblige aujourd'hui à multiplier les fouilles préventives ou à abandonner des sites qui n'ont pas été caractérisés au-delà de notions élémentaires. Autre paradoxe, les conditions techniques et financières qui prévalent actuellement dans l'archéologie préventive excluent, la plupart du temps, la fouille des sites les mieux conservés, les plus riches et les plus complexes, qui font l'objet de mesures de conservation. Il y a, enfin, des difficultés techniques réelles pour dissocier les restes de *villae* d'ensembles diachroniques dans lesquels ils sont imbriqués tels que des établissements agricoles de la fin de la Protohistoire ou des installations mérovingiennes (plus de 50 % des *villae*

correspondent à des sites diachroniques). Cette réflexion sur les choix doit prendre en compte l'ensemble des occupations rurales depuis le III<sup>e</sup> siècle avant J.-C., au moins, jusqu'à la fixation des villages actuels, à partir du VII<sup>e</sup>, VIII<sup>e</sup> ou IX<sup>e</sup> siècle. On ne peut dénier enfin une certaine cohérence scientifique à la composition sur des bases aléatoires d'un corpus large intégrant à la fois les « centres domaniaux », les sites secondaires ou saisonniers, des installations artisanales, jusqu'aux nombreux fossés viaries, *a priori* d'un intérêt restreint mais qui permettent pourtant de donner une image spatiale de l'organisation des campagnes. Ce corpus aura au moins le mérite d'une certaine représentativité, sans doute plus que les centaines de *villae* fouillées depuis un siècle dans le cadre des fouilles programmées, choisies, elles, autant pour des raisons d'opportunités personnelles qu'au terme de choix scientifiques discutables. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur les lacunes de nos connaissances relatives aux parties économiques des *villae*, du moins dans la Gaule non méditerranéenne.

Un examen attentif des pratiques récentes vient tempérer le constat inquiétant d'une archéologie préventive condamnée à une accumulation sans discernement. Depuis une dizaine d'années, une évolution indéniable se dessine sous l'influence d'opérations préventives exemplaires. Aux cotés de multiples interventions ponctuelles dont l'intérêt est parfois discutable au plan scientifique et la mise en œuvre pas toujours convaincante, émergent des expériences novatrices menées par les meilleures équipes, favorisées par des aménagements couvrant de vastes espaces (sur des centaines d'hectares) et offrant l'opportunité d'aborder des dynamiques d'occupation des sols. Les premiers résultats de ces recherches, menées souvent sur plusieurs années, ouvrent des perspectives extrêmement intéressantes sur la différenciation des établissements, la spécialisation et la complémentarité éventuelle d'habitats ou d'installations artisanales à l'échelle supposée d'un domaine (2).

La Picardie n'est pas la seule région à développer ce genre de problématique. Le Nord/Pas-de-Calais s'est illustré ces dernières années avec les chantiers de *Toyota*, à Onnaing, d'*Actiparc* près d'Arras, ou de la plate-forme de Dourges. Les régions du Centre ou d'Île-de-France en comptent également

(1) - La seule opération programmée autorisée ces dernières années en Picardie était, en 2005, un PCR consacré à l'agglomération antique de Vendeuil-Caply (Oise)

(2) - L'émergence d'une archéologie des « parcelles » depuis les années 1995-2005 constitue l'un des effets les plus novateurs de cette approche spatiale et quantitative (il s'agit de l'un des points les plus intéressants de l'opération de la plate-forme aéroportuaire de Méaulte).

quelques-unes, dont certaines menées depuis plusieurs années (Marne-la-Vallée ou Melun-Senart, par exemple). Mais la Picardie dispose, pour aborder ces questions, d'avantages indéniables : la qualité de sa documentation, des problématiques relativement claires et adaptées au potentiel réel, une expérience des intervenants acquise dans le cadre des grands travaux. Le niveau d'analyse qui caractérise les rapports de fouille ou même la plupart des publications portant sur cette thématique, dans le reste de l'interrégion, est généralement en deçà des perspectives qu'offre la documentation picarde, la seule à permettre une approche quantitative. L'énorme corpus mis à la disposition des chercheurs par Roger Agache, largement complété depuis, oblige à un traitement à sa hauteur, à moins que l'on juge que la recherche archéologique ne sera jamais en mesure de sortir d'un rôle d'illustration ponctuelle et anecdotique de l'Histoire. Dans ce cas, il serait temps d'abandonner toute recherche archéologique sur les campagnes antiques !

Pour les autres plans, la Picardie ne se distingue pas beaucoup des autres régions du Nord de la France, hormis le cas particulier d'Amiens qui mérite une attention spéciale et, dans une moindre mesure, les sanctuaires. La densité des informations recueillies sur cette importante ville romaine qui a donné lieu à une monographie parue en 1983, en a fait une référence incontournable pour les recherches sur l'urbanisme provincial du Nord-Ouest de l'Empire. Elle a longtemps servi de modèle pour les problématiques des villes antiques proches. D'autres expériences intéressantes sont venues relativiser ce rôle ces dernières années (Besançon, Reims, ou Chartres très récemment). De nombreuses opérations de fouille préventive dont deux opérations majeures sont venues renouveler cette documentation depuis 1983, éclairant d'un jour nouveau l'habitat urbain (la publication des résultats de ces deux opérations est en cours). Des études récentes ont montré qu'il était nécessaire de réévaluer la plupart des conclusions émises en 1983 à la lumière de ces multiples interventions et que certaines des nouvelles interprétations envisagées pouvaient contribuer à relancer les problématiques concernant l'ensemble des villes du Nord de la Gaule (cf. l'exposition d'Amiens de 2004 *La marque de Rome, Amiens et les villes du Nord de la Gaule*, ou le colloque de Lille 2002, à paraître). La parution de ces différents travaux montrera, très probablement, l'opportunité de reprendre ce dossier, si possible, avec l'ensemble des acteurs.

Pour les sanctuaires, la région a indiscutablement bénéficié du renouveau des recherches sur les sanctuaires laténiens et de la détection de dizaines de sanctuaires par photographie aérienne. La plupart des opérations ont été effectuées dans le

cadre des fouilles programmées. En dehors du vaste sanctuaire de Ribemont-sur-Ancre, qui a joué un rôle important comme chantier-école pendant deux décennies, et comme référence scientifique (les principaux monuments qui le composaient ont fait l'objet de publications), l'intérêt de ces recherches reste en deçà de celles menées sur les sanctuaires laténiens.

D'une manière générale, la région a participé de façon active aux différents programmes de recherche collectifs qui ont été développés dans la moitié nord de la France, que ce soit sur les villes (colloque de Lille de 2002), sur les agglomérations secondaires (Atlas des agglomérations secondaires, 1994), sur les monuments de spectacle ou dans des domaines plus spécialisés comme l'archéozoologie, la céramologie, la botanique, comme en témoignent plusieurs thèses d'un grand intérêt. Il n'est pas nécessaire de revenir sur ces travaux. Nous observerons toutefois que le cadre géographique pris en compte dépasse généralement les limites administratives de la Picardie.

Ce bilan révèle également quelques faiblesses. Certaines s'expliquent peut-être par le hasard des découvertes. Ainsi, les tombes à incinération ou à inhumation sont-elles assez rares en Picardie, contrairement à la région voisine du Nord/Pas-de-Calais. Sur d'autres points, le potentiel est présent, mais inexploité. D'assez nombreux camps romains ont été identifiés, principalement grâce à la photographie aérienne. Or, malgré quelques recherches ponctuelles de qualité comme celles menées sur l'*oppidum* de La Chaussée-Tirancourt ou le camp d'Arlaines, près de Soissons, dans les années 1980, la plupart n'ont pas été étudiés et ne sont pas datés. Il y a là un champ d'études qui pourrait s'avérer décisif pour l'étude des débuts de la romanisation (comme l'a montré récemment l'opération d'*Actiparc*, près d'Arras).

#### Les années récentes et les perspectives

Le nombre de dossiers de fouilles soumis à la CIRA depuis trois ans est en net retrait par rapport au bilan impressionnant qui vient d'être décrit : une vingtaine de projets de fouilles préventives, soit six ou sept par an, tout au plus, et un seul projet de recherche programmée, qui a été autorisé en 2005, mais n'a pas encore démarré. Les demandes de fouilles préventives se répartissent sensiblement comme dans les régions voisines, entre sites urbains, pour un quart ou un tiers (trois à Amiens, deux à Saint-Quentin et une à Château-Thierry : une agglomération secondaire), et différentes formes d'occupation rurale (quatre *villae* présumées, trois ou quatre établissements au statut indéterminé, deux cimetières à incinération à Méaulte, un atelier de potiers) et, enfin, des aménagements mineurs

ou indéterminés. Les années 2002 à 2005 sont relativement atypiques. Les grands travaux d'équipement de transport sont interrompus depuis 2001 (en attendant l'énorme ouvrage que constituera le canal à grand gabarit Seine-Nord Europe, annoncé pour 2007, et l'autoroute d'Amiens à la frontière belge). Les aménagements de grande surface comme les ZAC (ZAC de Haute Picardie, de Ploisy ou de Saint-Quentin) ou la plate-forme aéroportuaire de Méaulte sont à l'origine des opérations les plus porteuses, les seules qui permettent de développer des problématiques spatiales à la hauteur du niveau de connaissances régional.

La période 2003-2005 a été marquée par plusieurs mouvements de fond qui ont considérablement réduit le nombre de fouilles préventives d'établissements gallo-romains. Le principal impact conjugué de la loi de 2001 et de la montée des coûts a été le gel des « gisements » archéologiques d'une certaine importance ou d'une certaine complexité (par conséquent d'un certain intérêt), dans les carrières ou les ZAC, principaux aménagements destructifs de la région. S'il est encore possible de faire financer par les aménageurs la fouille de sites secondaires ou mal conservés, il est difficile de trouver les centaines de milliers d'euros qu'exige la fouille d'une *villa*. Sur six ou sept dossiers de demande de fouille préventive examinés annuellement par la CIRA, combien seront effectivement réalisées : la moitié, le tiers ? Il est actuellement difficile de répondre à cette question en l'absence d'un plus grand recul.

Autre point mis en évidence ces dernières années, la difficulté de trouver des responsables d'opération d'un bon niveau et suffisamment expérimentés pour une exploration relativement complexe. Principale conséquence de cette pénurie, les rapports d'opération tardent à venir, et les publications se font rares. Même en temps normaux, en dehors des grands travaux, le taux de remise des rapports finaux d'opérations concernant l'Antiquité est nettement insuffisant dans la moitié nord de l'interrégion (régions du Nord/Pas-de-Calais et de Picardie). En Picardie, seulement trois rapports finaux d'opération concernant principalement l'Antiquité ont été soumis pour évaluation à la CIRA depuis 2003 (dont un rapport collectif, à Ploisy). Un rapide examen des comptes rendus des deux CIRA précédentes, montre un rythme similaire de un à deux rapports finaux d'opération (ou DFS) par an depuis les années 1997 ou 1998. Il est à noter que cette carence inquiétante touche aussi bien l'INRAP que les services de collectivités, que ce soit en Picardie, ou dans le Nord/Pas-de-Calais.

Cette difficulté à concrétiser et intégrer les résultats de l'archéologie préventive est visiblement

une tendance lourde de l'archéologie de l'Antiquité dans le Nord de la France. Elle porte en germe des risques de perte d'informations, de discontinuité de la chaîne « scientifique » ou de désintérêt et, par voie de conséquence, des risques d'érosion de la qualité de ces opérations. Il apparaît urgent d'archiver, d'organiser, de rendre cohérente, et de diffuser la masse d'informations accumulées au fil des deux dernières décennies. L'ACR consacrée au bilan des grands travaux d'infrastructure de transport depuis 2003 va dans ce sens et doit absolument être menée à son terme. Toutes les initiatives doivent être encouragées, qu'elles soient collectives, comme les PCR (PCR « Campagnes antiques » entre 1998 et 2000 et « Les villes antiques du Nord de la Gaule » de 1996 à 2002) ou comme la série « Les campagnes romaines » que se propose de lancer la *Revue archéologique de Picardie*, ou qu'elles restent individuelles, dans la mesure où elles aboutissent aussi à une diffusion des acquis.

Cette phase de consolidation et de diffusion des acquis constitue une étape incontournable du renouvellement des problématiques, mais aussi des chercheurs. La Picardie dispose encore d'archéologues spécialistes de l'Antiquité de bon niveau, que ce soit en urbain ou en rural, mais dont le nombre baisse. Les affectations administratives ou opérationnelles intensives les rendent de moins en moins disponibles à des travaux de recherche et la moyenne d'âge progresse inexorablement. Il est clair qu'il est temps de penser au renouvellement, d'autant que celui-ci ne sera probablement pas si facile, du fait notamment d'une formation trop restreinte. Le désinvestissement patent des universitaires du champ de l'archéologie préventive (seuls existent trois *masters* professionnels spécialisés), accentué notamment par la loi de 2001, le faible nombre d'ailleurs fléchissant de postes d'enseignants consacrés à l'archéologie antique métropolitaine dans la moitié nord de la France, la quasi-disparition des chantiers-école (le chantier d'*Argentomagus*, dans l'Indre, est le dernier de l'interrégion), la difficulté à recruter des chercheurs CNRS (même quand le poste est fléché pour le Nord de la France), constituent les indices concordants d'une situation inquiétante. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur les multiples conséquences d'une possible désaffectation du monde universitaire pour l'archéologie métropolitaine. L'exemple des Pays-Bas où les chaires d'enseignement de l'Antiquité métropolitaine ont presque disparu, en est une bonne illustration.

Est-il possible de rééquilibrer l'archéologie du Nord de la France vers d'avantage d'archéologie programmée, ce qui semble être le passage obligé pour lancer une nouvelle dynamique ? L'expérience d'*Argentomagus*, mise en œuvre par l'université de Paris I, bientôt rejointe par l'université de Bordeaux,

activement soutenue par les collectivités (spécialement la Région Centre) et par l'INRAP, montre qu'il est encore possible aujourd'hui d'amalgamer la recherche, l'archéologie préventive et la formation. La mise en œuvre d'un programme scientifique est certainement plus difficile aujourd'hui que dans les années 1970 ou 1980. Le niveau d'exigence technique et scientifique est sans commune mesure. Il doit, au moins, égaler la moyenne des chantiers d'archéologie préventive qui disposent d'un personnel professionnel expérimenté et de moyens financiers considérables. Mais lorsque se dégage une volonté commune des différentes institutions nationales et locales sur la base d'une réelle collaboration, cela semble possible.

## LE HAUT MOYEN ÂGE

### 1970-1999. Les années prolifiques

Rappelons que la Picardie s'est illustrée dans les années 1970-1980 par ses nombreuses fouilles de nécropoles mérovingiennes. Les nécropoles de Novion-en-Ponthieu, Vron, Bulles sont bien connues, et depuis longtemps. Les sites de Goudelancourt-les-Pierrepont, Saleux, Sissonne, sont venus s'ajouter à cette liste dans les années 1990-1995. Il est difficile de juger de l'apport de ces années prolifiques dans la mesure où l'on attend encore les publications définitives. Cependant, les articles « intermédiaires » ou « grand public » soulignent un potentiel à l'évidence exceptionnel.

Ainsi, plusieurs sites picards devraient-ils apporter une contribution majeure à la question des modalités de l'immigration germanique sur le sol romain et de la formation d'une culture « mérovingienne ». Le nom de Vron évoque à lui seul le phénomène de l'immigration germanique, dont il constitue encore le meilleur exemple national. Les publications, très partielles, du cimetière de Bulles montrent que ce site constitue lui aussi un véritable cas d'école, illustrant la formation d'une nécropole mérovingienne à partir d'un noyau de sépultures provinciales de l'extrême fin de l'Antiquité (deuxième tiers du V<sup>e</sup> siècle). Ce noyau absorbe aussi des apports germaniques dans la seconde moitié du V<sup>e</sup> siècle, puis se transforme progressivement en un ensemble homogène typique des nécropoles mérovingiennes (organisation en fonction de tombes privilégiées, etc.).

La question de la formation du cimetière médiéval, dont l'importance historique est reconnue par tous, est en fait mal documentée par l'archéologie, en France. Ce constat s'explique certainement par l'importance de l'investissement que nécessite la fouille archéologique de centaines de squelettes enchevêtrés, et de la difficulté d'exploiter correctement ces données. Le cimetière

de Saleux, qui a été fouillé exhaustivement en dépit de conditions difficiles, a parfaitement répondu à cette question: sa publication devrait apporter une contribution essentielle à cette problématique.

Les fouilles d'habitats du haut Moyen Âge réalisées en Picardie sont moins connues. Elles ont débuté un peu plus tardivement, dans les années 1980, et se sont poursuivies à un rythme accéléré jusqu'à la fin des années 1990. Plus d'une cinquantaine de sites ont fait l'objet d'une intervention plus ou moins poussée, presque toujours dans un cadre préventif. Elles sont illustrées principalement par trois ou quatre sites: Athies, Dury, Juvincourt-et-Damary, Saleux. Une seule opération de fouille programmée était principalement consacrée à ce thème, celle de Goudelancourt-les-Pierrepont (fouille Alain Nice, bénévole).

### Le bilan des dernières années (1999-2005)

Les dernières années contrastent en Picardie avec le bilan des quinze ou vingt années précédentes. Dans le domaine des fouilles programmées, l'année 2003 a marqué un tournant, avec l'interruption des deux dernières fouilles touchant au domaine de l'habitat, mais également aux secteurs religieux (églises rurales) et funéraire: Sissonne "Jeoffrecourt" (habitat, église et nécropole par Jean-François Martin, bénévole), Goudelancourt-les-Pierrepont (par Alain Nice, bénévole).

Il ne subsiste d'ailleurs plus qu'une fouille programmée dans l'interrégion, celle de Louvres "Château d'Orville" en Ile-de-France: un site médiéval fortifié précédé par un habitat du haut Moyen Âge (François Gentili, INRAP); deux si l'on compte le château de Boves, en Picardie, dont l'occupation débute après les premières invasions normandes, dans la première moitié du X<sup>e</sup> siècle, et qui ne concerne que marginalement cette période.

La Picardie n'a pas mis en place de programmes collectifs de recherche comme les Régions voisines d'Ile de France et du Centre (« L'habitat rural du haut Moyen Âge en Ile-de-France » coordonné par François Gentili et « La céramique du haut Moyen Âge en Région Centre », par P. Husi CNRS). Ces programmes visent à organiser de manière plus cohérente l'ensemble des informations récoltées dans le cadre de l'archéologie préventive. Il est d'ores et déjà possible de juger de leur intérêt et de leur qualité. Ces programmes collectifs permettent une approche globale de multiples thématiques, à partir de corpus de sites, mais surtout d'accéder à des études comparatives à différentes échelles. Ils constituent un outil considérable pour les bilans et la programmation. Ils dynamisent la recherche et les équipes (synergie des compétences), offrent des opportunités de collaborations pluridisciplinaires et

pluri-institutionnelles et un lieu pour l'encadrement des plus jeunes et leur formation. Dans ces deux Régions, on observe une multiplication des échanges entre chercheurs. Les problèmes de la datation du mobilier céramique sont davantage résolus et les « petits sites » ou sites « en limite d'emprise » qui se multiplient sont correctement exploités car replacés dans leurs contextes. On assiste à une multiplication des échanges pluridisciplinaires et l'économie des sites est mieux caractérisée.

Dans le domaine préventif, l'on constate, là aussi, un fort tassement, à la différence des Régions voisines (le nombre de dossiers d'archéologie préventive concernant la période du haut Moyen Âge a été multiplié par quatre dans l'interrégion, entre 1999 et 2005). Si la Région se distingue de ce point de vue, elle partage pourtant de nombreux traits communs avec les autres Régions de l'interrégion:

- L'étude des sites du haut Moyen Âge est vue davantage sous un angle diachronique; la plupart des dossiers concernent des projets de grande superficie, dans lesquels la période apparaît souvent associée à d'autres termes chronologiques, ce qui pose souvent des problèmes de discrimination.
- Les spécialistes de cette période pouvant assurer le suivi des opérations préventives et se lancer dans de la recherche programmée ou des PCR sont peu nombreux, spécialement en Picardie. Ce manque de personnel actif et expérimenté est un réel souci pour l'avenir, même si quelques spécialistes ont, dans l'interrégion, mis en place via les « Projets Collectifs de Recherche », des groupes de travail dynamiques.

Un problème crucial reste d'actualité: la publication. Le manque de travaux publiés sur la période est omniprésent dans toute l'interrégion, souvent à la suite de problèmes de disponibilité et de moyens, car la volonté et la matière sont là. Parallèlement, les supports et les centres d'études (Université et CNRS) sont extrêmement peu nombreux, comparés aux autres périodes chronologiques.

Lorsque l'on compare l'avancement de la recherche dans l'ensemble de l'interrégion, on constate que plusieurs thématiques mériteraient d'être davantage abordées en Picardie: - tenter de mieux comprendre les rapports que les sociétés médiévales ont entretenus avec leur milieu. La Picardie n'a pas encore développé les études de terroirs et leurs nombreuses études corollaires, souvent interdisciplinaires. La multiplication des ZAC et des grands projets, en Ile-de-France (Marne-la-Vallée, Roissy-en-France) ou en Région Centre (autour de Saran), a permis de faire évoluer

l'approche des occupations altomédiévales vers une autre échelle d'analyse, de mettre en évidence des dynamiques spatiales, de porter une meilleure attention à des milieux moins centraux (établissements secondaires ou intercalaires, zones marginales) Ces questions impliquent le développement des études paléoenvironnementales et la multiplication des échanges interdisciplinaires; - les périodes de transition, de l'Antiquité tardive au haut Moyen Âge, et le XII<sup>e</sup> siècle restent encore trop dans l'ombre.

La Picardie compte deux des rares églises rurales découvertes dans des contextes structurés, Saleux et Sissonne. Ces exemples motivent de nouvelles recherches sur le thème de la christianisation des campagnes. Le programme de fouille programmée de la crypte de la collégiale de Saint-Quentin qui se met en place progressivement est à soutenir, même si les possibilités d'extension et de pérennité de cette expérience semblent limitées.

L'origine des villages actuels est encore un thème pratiquement inexploré en Picardie, contrairement aux Régions Ile-de-France et Nord/Pas-de-Calais, où l'on a commencé à aborder les noyaux anciens des villages.

## LE MOYEN ÂGE

Le Moyen Âge constitue la principale lacune de la recherche archéologique picarde. Il existait pourtant dans les années 1970 plusieurs chantiers de fouille programmés reconnus, principalement consacrés à des abbayes et prieurés. Certains ont eu un rayonnement qui a dépassé les frontières de la Picardie comme le chantier de l'abbaye cistercienne de Vauclair, dans l'Aisne. D'autres sont restés au stade du chantier de mise en valeur. Ces chantiers ont attiré de nombreux jeunes dont certains ont tenté de poursuivre une activité archéologique, soit dans un cadre professionnel, soit le plus souvent, dans un cadre amateur. Est-ce une question d'hommes, ou le fait que l'essor de l'archéologie préventive n'ait pratiquement pas concerné cette période, à l'exception de quelques villes? Le fait est que le nombre d'archéologues médiévistes est resté réduit dans cette région et que ceux-ci ne sont pas parvenus à engager une véritable synergie en faveur de l'archéologie médiévale. Le bilan sur les campagnes médiévales ou la ville met en lumière le faible nombre et la dispersion des acteurs.

Il n'est pas nécessaire de refaire ici le bilan de la recherche régionale, qui est parfaitement exposé dans ces deux chapitres, bilan qui consisterait, en définitive, à dresser le catalogue des faiblesses et des lacunes. La quasi-absence d'archéologues spécialistes de cette période au sein de la direction

interrégionale de l'INRAP reflète parfaitement la situation de l'archéologie médiévale picarde. La composition des services de collectivités est un peu plus favorable. Ces faiblesses ne s'expliquent ni par le potentiel archéologique de la région, ni par l'état des connaissances historiques. *La terre et les hommes en Picardie des origines à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle* de Robert Fossier est publiée depuis plus de trente-cinq ans. Cet état de fait s'est d'ailleurs avéré à plusieurs reprises préjudiciable à une bonne prise en compte du patrimoine médiéval dans le cadre de l'archéologie préventive. La découverte de sites importants de cette époque constitue visiblement une épreuve pour les acteurs, mais aussi pour les sites eux-mêmes. Il n'est pas nécessaire de détailler tout ce qui n'est pas fait, ou qui n'est plus fait dans cette Région, la réalisation de fouilles programmées dans le cadre de la restauration des monuments historiques (que sont devenues les fouilles de la "Basse Œuvre" de Beauvais?) ou les études d'élévations du bâti... Insistons plutôt sur ce qui fonctionne et qui serait susceptible d'entraîner une nouvelle dynamique régionale.

Il faut noter en premier lieu que des efforts ont été faits à de multiples reprises par les différents partenaires pour rééquilibrer l'archéologie régionale en faveur du Moyen Âge, spécialement dans les villes. La création de services municipaux d'archéologie dans plusieurs villes de la région a favorisé les approches diachroniques dont ont incontestablement bénéficié les périodes du Moyen Âge et des temps Modernes (services municipaux de Château-Thierry et Laon, dans l'Aisne, de Beauvais et Noyon, dans l'Oise). La publication des DEPAVF va dans le même sens; deux ont abouti à une publication (documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France sous la direction du CNAU de Tours sur les villes de Compiègne en 2000, et Soissons en 2002). Faute de pouvoir engager un DEPAV sur toutes les villes de Picardie, et spécialement les plus petites, le *Service régional* et la *Revue archéologique de Picardie* ont publié en 1999 une sorte d'atlas historique consacré à 13 villes de Picardie. Cette initiative qui offre une alternative à la lourde dynamique des DEPAVF mériterait d'être poursuivie. Toujours en ville, plusieurs belles opérations d'archéologie préventive ont jalonné ces dernières années, conduites le plus souvent par des agents de l'INRAP. Ce sont principalement des diagnostics, études d'impact ou suivis de chantier (étude d'impact de la citadelle et diagnostic de la ZAC-Cathédrale, à Amiens, suivi de mise en place de réseaux souterrains à Abbeville). Mais il y a aussi quelques fouilles dont certaines ont été publiées (fouilles de Beauvais en 1991, palais carolingien de Compiègne en 1999). Il est à noter toutefois qu'une partie des acteurs de ces opérations et des auteurs des deux publications citées ont quitté la région depuis.

Dans le domaine de l'archéologie programmée, les deux chantiers castraux de Boves et de Château-Thierry ont constitué depuis une dizaine d'années, chacun pour des raisons différentes, deux foyers de recherche extrêmement féconds. Le château de Boves, juché sur une motte spectaculaire, s'est révélé être un site majeur pour étudier l'histoire des fortifications depuis les incursions normandes jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle. Les fouilles programmées menées depuis 1996 ont fait apparaître, se succédant au sein d'une stratigraphie de deux mètres de puissance, plusieurs phases d'une résidence carolingienne, un premier château en pierres vers l'an Mil, suivi de deux reconstructions importantes au XII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle. Ces fouilles ont été accompagnées de recherches multiples menées dans le cadre du *Laboratoire d'archéologie de l'Université de Picardie Jules Verne* et ont donné lieu à plusieurs publications de qualité. L'exemple de Château-Thierry est un peu différent. Les interventions archéologiques réalisées dans cette localité ont porté à la fois sur le château et la ville. Elles ont été conduites dans des cadres réglementaires variés, fouilles programmées ou fouilles préventives accompagnant des travaux de restauration au château, interventions plus ou moins ponctuelles dans la ville, prolongées par des relevés de caves et des recherches personnelles. Ces travaux se sont effectués dans le cadre d'un service de collectivité, même si François Blary est associé à l'Université de Paris I. Ils ont abouti à une thèse remarquable dont on espère la publication prochaine. Enfin, on ne peut passer sous silence le travail exemplaire qui a été fait par Sheila Bondes et Clark Maines (*Universités Brown*, de Providence, et *Wesleyan*, de Middletown, États-Unis) dans l'abbaye augustinienne de Saint-Jean-des-Vignes, à Soissons, même si sa faible insertion régionale en limite l'influence.

En conclusion, on peut se demander si l'archéologie médiévale n'offre pas, à l'exception des villes citées, l'image qu'aurait eue l'ensemble de l'archéologie picarde si elle ne s'était pas engouffrée dans l'archéologie préventive il y a quinze ans, celle d'une mosaïque d'expériences ponctuelles, de valeur inégale, certaines remarquables, menées à une échelle individuelle, au rayonnement et à la longévité limités.

## CONCLUSION

### L'observatoire de la CIRA ne fournit qu'une vision partielle de la recherche archéologique en Picardie

La CIRA n'a de l'activité archéologique en Picardie qu'une vision très partielle, liée étroitement à l'activité de terrain, et principalement de la seule archéologie préventive. Ce cône de vision limité est encore restreint par le fait que les rapports

finaux d'opération évalués sont peu nombreux; il se réduit pratiquement à l'analyse des rapports de diagnostics. Comme nous l'avons vu dans ces exposés, l'activité programmée se résume à quelques opérations concentrées en Préhistoire, et d'autres projets comme les ACR ont échappé à l'examen de la CIRA. Les auteurs de cette contribution ont tenté de compléter ce panorama par leurs connaissances personnelles des principaux acquis de la recherche régionale dans les domaines qui relèvent de leurs compétences. Cette tentative pour évaluer le potentiel scientifique amassé depuis deux ou trois décennies et le confronter aux forces actuelles aboutit à une image exagérément pessimiste qui est inhérente à la forme de l'exercice (il est difficile d'opposer trois ans d'activités d'un cycle qui visiblement s'amorce à des périodes révolues dix fois plus longues). Les jugements que d'aucuns trouveront parfois sévères ne portent pas sur l'investissement, sur les travaux et la valeur personnelle des acteurs régionaux qui travaillent aujourd'hui dans un contexte nettement moins enthousiasmant que celui de leurs prédécesseurs des années 1970 ou 1980. Tout alors était à faire, la moindre découverte de site constituait une avancée spectaculaire. Il est beaucoup plus difficile de consolider des acquis que d'explorer et défricher de nouvelles terres. Le simple fait que les chercheurs picards soient parvenus à réaliser ce bilan exemplaire témoigne suffisamment de leur volonté de placer leur travail dans une perspective scientifique, de leur capacité à dépasser des clivages institutionnels ou d'écoles. Ce bilan reflète certes, des états des connaissances et de maturation inégaux, qui sont explicables à l'échelle régionale, mais renvoient aussi, à certains égards à des déséquilibres nationaux, plus difficilement acceptables. Ces perspectives font espérer la réalisation de bilans comparables dans les Régions voisines qui permettraient, peut-être, de confirmer les tendances mises ici en lumière.

### Un bilan exceptionnel, des perspectives moins favorables à consolider

Le bilan des vingt ou trente dernières années est exceptionnel au regard des fondamentaux de la Picardie, petite Région (trois départements, superficie de moins de 19400 km<sup>2</sup>, correspondant à 3,6 % de la France métropolitaine, population relativement peu nombreuse), considérée comme telle par l'État qui a peu investi dans la recherche archéologique régionale (que ce soit par des postes de chercheurs ou par une aide significative aux fouilles programmées). L'Université de Picardie Jules Verne, à l'image de la Région, écartelée par des forces centrifuges considérables (principalement la Région parisienne et celle du Nord/Pas-de-Calais), n'a jamais atteint la taille critique pour jouer de manière pérenne un rôle structurant dans plus

d'un domaine. Grâce à la qualité de quelques individus, l'archéologie antique s'y est illustrée dans les années 1970-1980, puis l'archéologie médiévale à partir de 1994.

Mais ce qui représente l'une des difficultés structurelles de la Région, la proximité de Paris, est, en grande partie, à l'origine du développement extraordinaire des trois dernières décennies. La Picardie a su attirer les chercheurs de la région parisienne et avec eux des équipes internationales, qui ont ouvert les perspectives au-delà des limites régionales, mais aussi des écoles nationales. L'archéologie a connu ici des avancées décisives dans pratiquement tous les domaines, hormis le Moyen Âge qui constitue la grande lacune régionale. Le bilan de ces deux ou trois décennies est impressionnant. Il y a cependant un certain nombre de points qui sont susceptibles de nourrir de réelles inquiétudes sur l'avenir archéologique de cette Région. La fertilité des années d'expansion, entre 1980 et 2000, résultait de conjonctions heureuses, à savoir:

- la forte composante régionale de jeunes archéologues, répartis entre deux ou trois pôles géographiques qui ont su se regrouper autour d'une politique commune, assortie d'objectifs réalistes et cohérents, avec un moyen d'expression dont ils étaient les acteurs, la *Revue archéologique de Picardie*;
- l'implication dans l'archéologie préventive régionale de laboratoires et universités de Picardie ainsi que des régions voisines (URA 12 du CRA et Paris I, UMR 8018 de Lille I...) qui a permis de l'inscrire réellement dans des problématiques scientifiques. La recherche programmée a profité dans un premier temps des progrès, notamment techniques, favorisés par l'accroissement des moyens. La venue d'équipes étrangères (États Unis, Grande Bretagne, Italie) témoigne du rayonnement de la région de ce point de vue;
- l'intégration progressive en plusieurs vagues de nouveaux intervenants à l'intérieur de l'AFAN.

Aujourd'hui, les perspectives sont nettement moins favorables. L'implication des organismes de recherche et des universités dans l'archéologie préventive faiblit depuis ces dernières années. On peut craindre un isolement scientifique croissant des chercheurs impliqués dans l'archéologie préventive régionale et un affaiblissement des vocations d'étudiants sans contacts avec le monde du préventif. De plus, la course au regroupement des unités de recherche en Sciences humaines des petites universités qui vise à les sauver de la disparition pure et simple semble se faire sans véritable coordination. Elle a amené ainsi l'Université de Picardie à mutualiser ses efforts de recherche archéologique avec l'université de Reims et à lui confier l'archéologie antique, alors que le Ministère de la Culture (DAPA et INRAP) a



privilegié de son côté l'UMR 8142 de Lille III, laquelle a dû entre-temps s'associer à une équipe de taille équivalente, consacrée à l'égyptologie (3). Cet éparpillement des moyens et des équipes de recherche n'est certainement pas de nature à favoriser la cohérence scientifique.

Le groupe humain qui a construit cette archéologie préventive performante est toujours présent, mais se trouve progressivement amputé de ses membres les plus expérimentés, affectés à des tâches administratives, de gestion et de direction. La proportion d'archéologues réellement investis dans des opérations de terrain et, *in fine*, dans la recherche, s'amenuise régulièrement depuis une dizaine d'années à l'exemple du *Service régional d'archéologie* qui a totalement interrompu sa participation aux fouilles préventives ou programmées. Ce phénomène a atteint aussi la direction interrégionale Nord-Picardie de l'INRAP, dans laquelle sont concentrés la plupart des archéologues « actifs ». Elle connaît une forte érosion par des départs continus dans d'autres Régions, spécialement le Nord/Pas-de-Calais qui, *a contrario*, profite d'une véritable diffusion des acquis picards. Le renouvellement de cette génération mûrissante se fait attendre, spécialement à l'INRAP, et l'on peut craindre qu'il se fasse trop tardivement et dans des conditions trop difficiles pour éviter d'importantes ruptures scientifiques. Les services de collectivité, qui pourraient offrir une alternative pour l'avenir, ne semblent pas, pour le moment, désireux de s'organiser scientifiquement à un niveau régional, et la situation des agents y est extrêmement variable d'un service à l'autre.

Au plan strictement scientifique, le potentiel archéologique mis en évidence est-il suffisant pour justifier une relance de la recherche en Picardie, et dans quels domaines? Convient-il de choisir les plus performants afin de capitaliser les acquis dans une région-test et de préparer le passage à une autre étape de la recherche? Cette question rappelle le débat sur les villes en 1980 (colloque de Tours), qui est d'ailleurs resté sans réponse. Ne vaut-il pas mieux rééquilibrer les efforts vers des régions au potentiel méconnu, comme pourrait le laisser penser la politique de recrutement de l'INRAP? Dans ce cas, qu'advient-il de l'énorme documentation accumulée et non exploitée, et surtout non exploitable sans le concours des acteurs ou tout au moins des témoins de ces années prolifiques? Ne risque-t-on pas de recommencer ailleurs le même cycle avec les mêmes travers et déperdition d'information? La réponse à ces questions ne peut être univoque, et varie certainement en fonction des spécialités. Il serait heureux qu'elle se fonde sur des arguments d'efficacité et de cohérence scientifiques, et résulte d'une réelle coordination.

### La Picardie, une région atypique?

Les problèmes picards que laisse transparaître ce bilan ne sont peut-être pas seulement ceux d'une Région que l'on a tendance à considérer en France comme atypique. Ainsi, les difficultés à capitaliser les apports de l'archéologie préventive et à les confronter aux données régionales initiales, déjà très riches, ne sont pas propres à la Picardie. La Région dispose d'ailleurs, ce qui est exceptionnel, d'un instrument de diffusion qui lui est entièrement consacré, la *Revue archéologique de Picardie* qui a publié plus de 15000 pages depuis 1982. Il faut considérer que ce problème se pose avec autant d'acuité dans les autres régions, sinon plus.

Les paralysies causées par des problèmes de cohérence entre les politiques des différentes universités du Nord de la France ne sont peut-être pas, là encore, des cas isolés, même s'ils se trouvent accentués par les déséquilibres géographiques de la recherche archéologique nationale.

La Picardie est aujourd'hui confrontée à des difficultés qui affecteront probablement tôt ou tard les autres Régions, certes à des degrés divers, car elles ne souffrent pas toutes d'un faible engagement du CNRS, et n'ont pas autant misé sur leurs forces propres par un engagement total dans l'archéologie préventive. Les différentes Régions françaises sont plus ou moins avancées dans un cycle caractérisé par une évolution similaire des pratiques et des problématiques, rythmée par des générations spécifiques de chercheurs. Le processus est peut-être plus avancé en Picardie. Mais plusieurs paramètres risquent forts d'accélérer les choses et de réduire cette originalité. La loi de 2001-2003 a marqué la première étape. La création d'une direction scientifique nationale de l'INRAP a été un facteur d'harmonisation géographique, et son organisation en interrégions a créé de nouvelles solidarités scientifiques au-delà des limites administratives. L'effacement des services du Ministère de la Culture dans la recherche archéologique qui semble inexorable pourrait s'accélérer par d'autres dispositions et bouleverser l'organisation actuelle. L'essor de ces trois dernières décennies s'est organisé en Picardie autour d'un *Service régional de l'archéologie* fort, disposant d'un statut scientifique et réglementaire spécifique. Or la réorganisation envisagée par la *Direction du*

(3) - L'UMR 8142-HALMA se répartissait de manière équilibrée entre trois axes de recherche: Histoire et archéologie des mondes méditerranéens, systèmes de représentation des mondes anciens, et l'archéologie de l'Europe du Nord-Ouest, en fait essentiellement le Nord de la France. Le regroupement en janvier 2006 avec l'ESA 8027-IPEL consacrée à l'Égypte a automatiquement réduit la part de l'archéologie métropolitaine à 1/6 de la nouvelle UMR 8164 HALMA-IPEL.

*Patrimoine et de l'architecture du Ministère de la Culture et de la Communication* en 2005, diluerait l'archéologie au sein d'un service général du patrimoine et amènerait la suppression de l'un des derniers ancrages scientifiques régionaux, certainement le dernier pour l'archéologie préventive. Cette décision, si elle était confirmée, marquerait l'étape ultime, d'une expérience insolite commencée ici il y a plus de 35 ans.

Faut-il le regretter? Le cadre régional qui a été favorisé au cours des années a beaucoup contribué au développement d'un projet cohérent et a donné une certaine spécificité qui ne mérite peut-être pas d'être prorogée d'un simple point de vue scientifique (4). Les départs des archéologues régionaux ne sont pas tous forcés et manifestent parfois un besoin d'élargissement du champ de leur recherche et de meilleures interactions avec les régions voisines. Cela semble manifeste pour les archéozoologues ou les spécialistes de l'environnement. Le souhait du Ministère de la Culture de rapprocher ses agents et ceux de l'INRAP de structures d'accueil du CNRS et des universités anticipe peut-être ce phénomène. Nous avons vu cependant les difficultés pour établir une carte cohérente des équipes de recherche dans le Nord de la France. À l'inverse, les auteurs du bilan sur les villes préconisent le renforcement de l'échelon local afin de pratiquer une véritable archéologie urbaine, et cette tendance, déjà sensible dans l'interrégion, le sera d'autant plus que se développeront les services de collectivité.

En définitive, l'effacement du cadre régional serait de nature à renforcer le rôle des CIRA, seule instance scientifique inter-institutionnelle à participer à l'ensemble des activités archéologiques, dont les avis sont discutés parfois, mais dont l'autorité est reconnue par les acteurs régionaux. Cette « institution » qui permet collectivement aux archéologues de maintenir un niveau minimum de qualité malgré les multiples pressions qui s'exercent

sur eux, spécialement dans les petites collectivités, et qui a favorisé l'harmonisation des pratiques et des problématiques dans l'interrégion, est devenue incontournable (5). préfigure-t-elle le niveau auquel pourrait à l'avenir s'organiser l'ensemble de la recherche archéologique, préventive incluse? La réponse à cette question dépendra sans doute en grande partie de la volonté qu'auront les ministères chargés de la Culture et de la Recherche d'harmoniser leurs politiques dans ce domaine et, *in fine*, du poids que pèsera l'archéologie dans leurs préoccupations. Pour l'heure, la probabilité d'assister à une déstructuration de la recherche archéologique par la multiplication des instances d'évaluation et de décisions concurrentes, à différents niveaux, national, interrégional, régional, local, est aussi grande. Cette atomisation, qui accentuerait la « patrimonialisation » de l'archéologie préventive, rendrait quelque peu illusoire l'idée d'un pilotage national fondé sur des critères scientifiques. Elle pourrait bien rendre caduques la plupart des questions posées dans cette conclusion.

(4) - Cette spécificité n'est d'ailleurs pas propre à la Picardie. Les observateurs extérieurs sont souvent surpris par les disparités que présentent les différentes Régions françaises dans le domaine de l'archéologie.

(5) - Le problème du contrôle de la qualité scientifique des opérations archéologiques se pose dans tous les pays, spécialement ceux qui ont mis en place une archéologie préventive « concurrentielle ». Les dispositifs pour maintenir un niveau de qualité scientifique sont variés et témoignent d'une détermination inégale - en relation avec le degré d'organisation et l'intérêt de la population pour son patrimoine - mais croissante. Il est à noter ainsi que la très libérale Grande Bretagne s'est résolue à compléter les dispositions plus ou moins formelles mises en œuvre par les archéologues de collectivité et les incitations à « une bonne gouvernance » des associations d'archéologues par la création de conseillers scientifiques interrégionaux dépendant de l'organisme national *English Heritage*, un peu à l'image des CIRA. Le dispositif français collégial et interrégional est sans doute l'un des meilleurs systèmes européens.

